

LA LETTRE D'ALAIN TOURRET

NUMERO 76 – MARDI 6 AOUT 2019

FINANCES PUBLIQUES

Un nouveau maillage territorial qui suscite interrogations et craintes

La direction générale des Finances publiques (DGFIP) compte en 2019 un réseau de 3 600 points de contact avec les usagers (particuliers, entreprises, collectivités locales). Depuis 2012 près 700 points de contact ont été fermés. *« Ces évolutions se décidaient annuellement, sans visibilité territoriale d'ensemble et sans que les élus, la population et les agents soient toujours bien informés en amont »* reconnaît Gérard Darmanin, le ministre de l'Action et des Comptes public qui, dans un courrier adressé aux parlementaires le 6 juin dernier, déclare vouloir en finir avec cette *« mauvaise méthode. »*

Le Grand débat a mis en évidence l'attachement des Français à des services publics de proximité et de qualité. Désormais, une réflexion *« globale, pluriannuelle, concertée et prenant en compte l'attente forte de nos concitoyens de bénéficier d'un service public plus proche d'eux mais aussi efficace »* doit être privilégiée.

En effet, *« le Gouvernement souhaite assurer une meilleure accessibilité des services publics à la population, notamment dans les territoires où le sentiment d'abandon de l'Etat se développe »* et en portant *« une attention toute particulière aux usagers qui sont peu familiers ou éloignés des outils numériques. »*

Dans le Calvados une proposition de nouvelle organisation des services des finances publiques a été révélée, annonçant une présence de la DGFIP dans 43 communes (16 de plus qu'actuellement, dont 13 de plus parmi les communes de moins de 3 500 habitants).

Cette première *« hypothèse de travail »* ne soulève l'enthousiasme ni chez les élus, ni chez les agents des finances publiques.

Alain Tourret a ainsi reçu, le lundi 8 juillet, une délégation de l'Association des comptables publics du Calvados (ACP 14) avec son collègue Fabrice Le Vigoureux (1^{re} circonscription). La présentation du futur réseau de la DGFIP *« est tronquée »* ont expliqué les Comptables publics : *« elle masque la fermeture de 11 trésoreries, dont deux deviendraient de simples antennes à l'avenir incertain, la fermeture de 4 Services des impôts chargés des particuliers (SIP) et de 3 services des impôts chargés des entreprises. »*

En outre c'est en comptant les accueils de proximité gérés par le Conseil départemental au sein des Points info 14, déjà existants pour leur très grande majorité, que la DDFiP affirme augmenter le nombre de ses points d'accueil. Or la formation généraliste des personnels des Points info 14 ne permet pas de qualifier ces derniers de Points d'accueil spécialisés.

Autre évolution envisagée : les Centres de finances publiques qui *« survivront »* ne pourront plus recevoir de paiements en espèces des particuliers : ces derniers devront se rendre chez les buralistes ou à La Poste, pour payer impôts et titres des collectivités, hôpitaux et amendes.

L'évolution envisagée toucherait aussi les communes, intercommunalités et syndicats qui perdraient la proximité avec leur comptable, ceux-ci étant regroupés au sein d'un service de



Alain Tourret et Fabrice Le Vigoureux ont reçu à Moulit Mmes Jacqueline Martin (SIP de Lisieux), Janick Gaillard Preti (trésorerie de Caen-Orne-Odon) et MM. Gilbert Le Guen (trésorerie de Lisieux Intercom) et Jean Bruneel (trésorerie de Cabourg-Dives), représentants de l'ACP 14.

gestion comptable doté de 6 pôles et 2 antennes qualifiés « usines à opération comptables » par l'ACP.

Mêmes inquiétudes et même regard critique exprimés par les représentants de l'intersyndicale des finances publiques reçus le 22 juillet par Alain Tourret et Bertrand Bouyx, député de la 5^e circonscription.



Alain Tourret et Bertrand Bouyx ont reçu Nicole Roussel (CGT) et Ludovic Piquot (Solidaires), représentants de l'intersyndicale des finances publiques.

Nicole Roussel (CGT) et Ludovic Piquot (Solidaires) ont également dénoncé l'ouverture d'accueils de proximité « s'apparentant davantage à des relais où l'on enregistre les demandes sans être en capacité d'y répondre immédiatement. » Cette ouverture masquant la fermeture des trésoreries soulève pour l'intersyndicale des questions pour toutes les missions assurées par les trésoreries : gestion budgétaire et comptable des collectivités locales et de leurs établissements publics, des centres hospitaliers et de certains offices publics de l'habitat.

A tous ses interlocuteurs, Alain Tourret a répété sa position de principe : « pas de fermeture de services publics sans l'accord des autorités locale. »

Il faudra convaincre Alain Tourret de la pertinence de certains choix. Le transfert du service des impôts des entreprises de Vire à Bayeux semble ainsi contredire la stratégie de l'Etat qui vient de retenir l'Intercom de la Vire au Noireau au nombre des 126 « Territoires d'industrie » dont il souhaite conforter le développement. La concentration ou centralisation des effectifs n'est pas une garantie d'amélioration du service rendu aux citoyens. Le transfert du service des hypothèques de Vire à Caen s'est ainsi traduit par une dégradation du service rendu et un allongement des temps en matière de mutations cadastrales, de publicité foncière et d'enregistrement.

Les changements envisagés dans la 6^e circonscription

Actuellement la circonscription compte 4 trésoreries (Vire, Aunay-sur-Odon (Les Monts d'Aunay), Condé-sur-Noireau et Thury-Harcourt (Le Hom) et deux accueils de proximité (Villers-Bocage et May-sur-Orne).

Le nombre de ces derniers devrait évoluer avec des ouvertures à Noues-de-Sienne (Saint-Sever), Valdallière (Vassy), Souleuvre en Bocage (Le Bénay-Bocage), Evrecy et Bellengreville.

En revanche les trésoreries d'Aunay-sur-Odon et Condé-sur-Noireau et Thury-Harcourt deviendraient de simples agences, les deux premières rattachées à Vire, la troisième assujettie à Caen.

Vire conserverait également des services fiscaux, mais amoindris par le transfert de du service d'impôts des entreprises après l'avoir été du cadastre et des hypothèques.

